Plutôt que de voir leurs écoles crouler en perdant tout droit aux indispensables subventions, ils accepteront la charge d'entretenir à leurs frais les professeurs de catéchisme ; ils l'ajouteront au fardeau déjà si lourd qu'ils portent, du fait de la construction et de la réfection des bâtiments payés par eux seuls pour y donner l'instruction à tous.

On a calculé que le projet Mac-Kenna, s'il passe à l'état de loi, imposera aux écoles catholiques et anglicanes réunies une dépense annuelle supplémentaire de 600 000 livres, soit *quinze millions de francs*.

Quel sera le sort du projet Mac-Kenna

Or, il est bien possible que ce projet aboutisse. D'abord, les Communes ne demandent qu'à le voter. Sans doute, dès le premier jour, M. Balfour s'est élevé avec énergie contre ses prétentions injustes. Avec trop de vraisemblance, l'ancien *Premier* a fait prévoir, comme suite à cette prétendue loi de pacification des consciences, une nouvelle ère de discordes religieuses.

Catholiques et anglicans payent avec tous les contribuables pour l'entretien des écoles publiques. La religion dite de *Cowper-Temple*, c'est-à-dire le christianisme vague et non-confessionnel prévu par l'article 14 de la loi Forster (1870), peut satisfaire les non-conformistes et leur sembler suffisant, soit pour leur propre conscience, soit pour l'éducation de leurs enfants. Ce catéchisme-là ne suffit pas aux anglicans convaincus, encore moins aux catholiques. Il n'a donc pas plus de droit qu'eux à être proclamé officiel et enseigné, à l'exclusion des autres, aux frais des contribuables.

De leur côté, d'ailleurs, les non-conformistes ne sont pas tous contents de ce que M. Mac-Kenna leur offre. Nous avons dit que le Rév. J. Hirst Hollowell annonce déjà la continuation de la résistance passive. Lord Stanley of Alderley, dont l'opinion fait autorité en matière d'éducation, fait ressortir vivement (*Daily Chronicle*, 28 février 1907) plusieurs inconvénients du projet de loi. Il relève l'erreur d'appréciation qui évalue à un quinzième des leçons totales l'enseignement de la religion. Il montre la facilité avec laquelle certains directeurs pourraient tourner la loi, en faisant enseigner sous prétexte de